

# Réformer les pensions... oui, mais comment?

**L'acceptation d'une réforme courageuse des pensions semble se généraliser dans la population. Ce qui ne signifie pas que toutes les mesures prises par le gouvernement sont sur la bonne voie.**

**JEAN-YVES KLEIN**

Selon un sondage Ipsos réalisé *in tempore non suspecto*, c'est-à-dire avant les débats actuels sur la réforme de notre système de pensions et singulièrement l'annonce du relèvement de l'âge légal de la pension à 67 ans, un actif sur deux envisage de prendre sa pension à partir de 65 ans. Et 7 Belges sur 10 pensent qu'il est inévitable de prendre sa retraite effective plus tard qu'aujourd'hui (59 ans, le plus bas des pays de l'OCDE) et que leur pension ne sera pas suffisante pour maintenir un train de vie satisfaisant. Bref, s'ils sont nombreux dans la rue pour contester les réformes du gouvernement Michel, ils sont aussi nombreux à ne se faire aucune illusion sur la nécessité de réformer le système.

## Des mesures...

Où en est-on au juste? Avant de défendre sa réforme à la Chambre, le ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine, a rappelé hier lors d'une table ronde organisée à la Banque Degroof que moins de 10% de la population travaillait aujourd'hui jusqu'à 65 ans et qu'il fallait «permettre de travailler sans limite après 65

ans», «harmoniser les différents régimes» et «laisser une liberté de choix pour la pension complémentaire». Ce deuxième pilier (les assurances groupe) devrait selon lui être accessible aux indépendants, étendu à 100% aux salariés (75% aujourd'hui) et proposé aux contractuels du secteur public.

Une réforme qui ne sera «pas indolore» mais qui ne doit pas se faire dans «la peur et l'angoisse, qui rendent le débat plus émotionnel alors qu'il faut au contraire l'objectiver», a ajouté le

ministre, renvoyant aux travaux du Comité national des pensions, «avec la concertation sociale», notamment sur l'établissement des critères de pénibilité.

## ...ou des «mesurettes»?

Des mesures suffisantes? Pour Pierre Devolder, professeur à l'UCL et membre de la Commission «réforme des pensions», le risque est que le gouvernement se contente de «mesurettes tous les six mois en fonction des déclarations de chacun». A la place du gouvernement, il n'aurait ainsi «pas commencé par annoncer la retraite à 67 ans, ni supprimé le bonus pension».

S'il salue «l'intérêt du monde politique pour la première fois depuis 30 ans» pour ce défi, il estime que «seul un compromis soutenu par tous les partis, comme en Suède», peut mettre en route une réforme ambitieuse.

Au passage, il note que contrairement à la France ou l'Allemagne par exemple, la Belgique n'a encore «strictement rien prévu en matière de dépendance», qui sera pourtant «probablement un plus grand problème que les pensions elles-mêmes».

Enfin, inciter les gens à épargner individuellement et librement (troisième voire quatrième pilier des pensions) comme le souhaite le gouvernement est selon lui «une erreur», qui renforcera les inégalités sociales.

## Épargner, encore?

C'est aussi ce que pense le chief economist de la banque Degroof sur ce point, Etienne de Callatay. Il note d'ailleurs qu'inciter à l'épargne est tout ce dont le pays n'a pas besoin, lui qui affiche déjà un taux d'épargne très élevé (et donc une consommation qui pourrait être activée).

Pour lui, la réforme des pensions est «à la fois bien et mal partie». Il trouve positif que les gens acceptent de travailler plus longtemps et qu'un gouvernement ait enfin eu le courage de s'attaquer sérieusement à ce problème.

Mais selon lui, il faut aller plus loin dans l'harmonisation des statuts ainsi que dans la généralisation du deuxième pilier. «Le taux de travailleurs couverts par une assurance groupe n'est pas une bonne indication: nombre d'entre eux ne recevront qu'un montant rikiki.»

**«Je n'aurais pas commencé par annoncer la retraite à 67 ans ni supprimé le bonus-pension.»**

**PIERRE DEVOLDER**  
PROFESSEUR À L'UCL